

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



CI-224
2022-05-03
A. Martin

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	1
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :</p> <ul style="list-style-type: none">- LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;- LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</p> <p>J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;</p> <p>K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS;</p> <p>L. LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE.</p>	4
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	5
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	6

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :</p> <p><u>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	7
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p> <p><u>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	8
G.6	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	9
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	12

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	13
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <p>– LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS;</p> <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.</p>	14
G.10	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>I. A) AU QUÉBEC;</p> <p>II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	16

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>J. LES COÛTS DE RÉLIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.</p>	17
G.12	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2021-2022 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>– LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.</p>	18

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	20
G.14	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUELEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;</p> <p>L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</p>	21
G.15	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</p> <p>B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</p> <p>C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	25
G.16	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	26
G.18	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	27
G.21	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C. PRÉVISIONS POUR 2022-2023.</p>	28
G.23	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	29
G.24	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	30

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.25	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE; I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS; J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.	31
G.29	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	32
G.31	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.	33
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	34
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	35
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	36
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	37
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	38
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	39
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	40
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.	41

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE ; B. LA NATURE ; C. LES QUESTIONS POSÉES ; D. LES RÉPONSES ; E. LA FIRME RETENUE ; F. LES COÛTS.	42
G.45	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	43
G.51	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021; C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.	44
G.52	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).	45
G.53	NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.	46
G.54	CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 : A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE); C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	47
G.55	CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR : A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES; B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS; C. LA LISTE DES CONTRATS.	48
G.56	COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.	49
G.57	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	50
G.58	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2021-2022 : A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	51
G.59	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	52
G.60	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016 : A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	53

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en informatique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engagés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; f9) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associées au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ; l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants ; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informatiques des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PQ-17C	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022, et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur point d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.), du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventilier le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PQ-34	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, démissionnaires, de négociateurs, de médiateurs, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PQ-121	Nombre de mises à pied et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21
NR13	PQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR15	PQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (Zoom, Teams, etc.) ; a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuelle par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Cods d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PQ-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	QS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR19	QS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventilier en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventilier en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR21	QS-12	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés », (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54
NR22	PQ-38	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PQ-48 PQ-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PQ-51 PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PQ-52 PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PQ-53 PQ-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PQ-54 PQ-53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PQ-55 PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR30	PQ-57 PQ-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par tous les ministères et organismes naturels pour tous les ministères et organismes.
NR31	PQ-58 PQ-57	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR32	PQ-71	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
		Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse

**Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028. « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023. « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2030.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement législatif, réglementaire et administratif 2020-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat - Ose, entrepreneuriat 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
- J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;
- K. TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18). EN CE QUI CONCERNE LA SOUS-QUESTION L), L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION 46,

[HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX?LANG=FR](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr)

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
- B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- C. LES COÛTS VENTILÉS;
- D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17).

[HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-
INFORMATION.ASPX?LANG=FR](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr)

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	CONTRAT NÉGOCIÉ	FEUILLET « PAPILLON » SARPA".	4 500 \$
CNW TELBEC	CONTRAT NÉGOCIÉ	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	340 \$
BELL CANADA	CONTRAT NÉGOCIÉ	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC.	265 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX?LANG=FR](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. POUR LES CONTRATS 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

AUCUNE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-
INFORMATION.ASPX?LANG=FR](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr)

G.6 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUSMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUSMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUSMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUSMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ALTIFICA	FORMATION EN RESSOURCES HUMAINES DES DIRECTIONS GÉNÉRALES DU RÉSEAU.	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 000 \$
AMAZON.CA	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	5 758 \$
AXIA SERVICES	FOURNITURES DE BUREAU.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 880 \$
BEANFIELD METROCONNECT	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET.	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 424 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	1 969 \$
2841-8424 QUÉBEC INC./CALIBRE PLUS	CABLAGE INFORMATIQUE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 134 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS.	CONTRATS NÉGOCIÉS	2 466 \$
COGNAT INC.	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	7 802 \$
COGNAT INC.	HONORAIRES PROJET TÉLÉPHONIE IP	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 463 \$
COGNAT INC.	HONORAIRES MIGRATION SHAREPOINT	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 394 \$
COGNAT INC.	SERVICE D'ENTRETIEN INFORMATIQUE; SOUTIEN LOGICIEL SAGE ACCPAC	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 095 \$
COGNAT INC.	SERVICE DE SAUVEGARDES INFORMATIQUES.	CONTRAT NÉGOCIÉ	10 945 \$
COMMUNICATION GRAPHIQUE RECTO-VERSO	GRAPHISME POUR LE RAPPORT ANNUEL.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 605 \$
THE COMPUTER MEDIA GROUP	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	5 649 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COPIEXPRESS ENR	IMPRESSION RAPPORT ANNUEL.	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 544 \$
COPYCO INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 375 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION D'ENCARTS POUR LE SARPA.	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 500 \$
DGI - COMPLEXE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX.	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 074 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 965 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	SERVICES JURIDIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	7 780 \$
GRAND & TOY LIMITED	FOURNITURES DE BUREAU.	CONTRATS NÉGOCIÉS	2 651 \$
IMPRIMERIE BBM-LANCTÔT INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	CONTRATS NÉGOCIÉS	1 993 \$
IMPRESSION JG INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 850 \$
JOBILLICO INC.	PUBLICATIONS D'OFFRES D'EMPLOI.	CONTRATS NÉGOCIÉS	11 361 \$
LAFORTUNE LÉGAL	RÉDACTION DE MÉMOIRE POUR LE SERVICE D'AVOCATS-CONSEILS ET CONTENTIEUX.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 279 \$
LENOVO (CANADA) INC.	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	9 956 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	DOCUMENTATION.	CONTRATS NÉGOCIÉS	21 067 \$
LIFEWORKS (CANADA) LTD	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 319 \$
LUSSIER DALE PARIZEAU	ASSURANCE COMMERCIALE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	21 090 \$
ME FRANCIS MELOCHE	SERVICES JURIDIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	5 248 \$
MONDAY.COM	LICENCES D'UTILISATION POUR APPLICATION WEB.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 320 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	13 194 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 599 \$
NOVEXCO INC.	FOURNITURES DE BUREAU.	CONTRATS NÉGOCIÉS	4 696 \$
OUELLETTE CÔTÉ AVOCATS	SERVICES JURIDIQUES.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 502 \$
PANADATA INC.	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 738 \$
PITNEYWORKS	ACHAT DE TIMBRES.	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 591 \$
PIXEL	PRODUCTION VIDÉO.	CONTRAT NÉGOCIÉ	11 945 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	MANDAT D'AUDIT DOSSIERS D'ADMISSIBILITÉ.	CONTRAT NÉGOCIÉ	12 750 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	MANDAT D'AUDIT ENTENTE FÉDÉRALE (DÉPENSES CRIMINELLES ET IMMIGRATION) 2020-2021.	CONTRAT NÉGOCIÉ	11 600 \$
PROSCI CANADA, ULC	FORMATIONS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	4 340 \$
LES REBELLES - BOÎTE DE PUBLICITÉ	GRAPHISME POUR PUBLICITÉS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 975 \$
GENEVIÈVE RICHARD	FORMATION.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 500 \$
SAGE SOFTWARE CANADA	LICENCES POUR LOGICIEL INFORMATIQUE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	5 208 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ME WINA STOUT	FORMATION.	CONTRAT NÉGOCIÉ	2 500 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENTS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 589 \$
SOCIÉTÉ POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE SII INC.	MIGRATION O365 ET ACCOMPAGNEMENT SHAREPOINT.	CONTRAT NÉGOCIÉ	9 775 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCES POUR LOGICIEL INFORMATIQUE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	8 704 \$
SOM INC.	RÉALISATION D'UN SONDAGE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	19 320 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	8 728 \$
TECHNOLOGIA	FORMATION.	CONTRAT NÉGOCIÉ	3 000 \$
TELUS	TÉLÉPHONIE MOBILE.	CONTRAT NÉGOCIÉ	8 353 \$
THOMSON REUTERS CANADA	ABONNEMENT À LA RÉFÉRENCE - DROIT QUÉBÉCOIS.	CONTRAT NÉGOCIÉ	19 877 \$
THOMSON REUTERS CANADA	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES.	CONTRATS NÉGOCIÉS	17 437 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	FORMATIONS.	CONTRATS NÉGOCIÉS	1 800 \$
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	DOCUMENTATION.	CONTRATS NÉGOCIÉS	9 440 \$
ZOOM VIDEO COMMUNICATIONS INC.	LICENCES INFORMATIQUES.	CONTRAT NÉGOCIÉ	6 031 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.8 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :

- A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.9 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
ASSISTANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRUCTURE DE GESTION DE PROJET (PHASE II)	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE (TALSOM INC.) (IMPLICATION DE 1 RESSOURCE INTERNE ET 1 RESSOURCE EXTERNE)	54 600 \$	39 325 \$	N/A	100 %	0 \$
ACCOMPAGNEMENT À LA GESTION DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET À LA GESTION DU CHANGEMENT DANS LE CADRE DU PROJET DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE (PHASE II)	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE. (LEVIO CONSEILS INC.) (IMPLICATION DE 1 RESSOURCE INTERNE ET 1 RESSOURCES EXTERNES)	68 880 \$	47 190 \$	N/A	99 %	0 \$

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
ACCOMPAGNEMENT À L'ÉLABORATION D'UN DOSSIER D'OPPORTUNITÉ DANS LE CADRE DU PROJET DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE	MODERNISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE. (LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC.) (IMPLICATION DE 1 RESSOURCE INTERNE ET 1 RESSOURCE EXTERNE)	98 000 \$	88 327 \$	N/A	90%	0 \$

DE L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

G.10 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

ORGANISMES

	CSJ
PHOTOCOPIE	\$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	\$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	\$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	\$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	1 480 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	\$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	65 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	\$
TOTAL	1 545 \$

G.11 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- J. LES COÛTS DE RÉLÉATION, S'IL Y A LIEU;
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

ORGANISMES

	CSJ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	\$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	4 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	702 \$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	\$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	\$
LES COÛTS DE RÉLÉATION	\$

* LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

CSJ : [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-L-INFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-L-INFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX)

G.12 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2021-2022 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
– LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CING PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
- O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
- Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
- R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
- S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

G.13 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;**
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2021-2022 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

11

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

AUCUN.

G.14 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021 -2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
- L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
283 BOULEVARD LA SALLE, BAIE-COMEAU	59 617 \$	343.50 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25 ROUTE 138, FORESTVILLE	26 409 \$	175.00 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES	62 612 \$	429.29 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 RUE SAINT-GEORGES, DRUMMONDVILLE	63 911 \$	334.52 M ²			3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
547 RUE COMMERCIALE, LA TUQUE	14 349 \$	80.16 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 AVENUE SAINT-LAURENT, LOUISEVILLE	8 296 \$	54.08 M ²			3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
500 AVENUE BROADWAY, SHAWINIGAN	50 447 \$	392.93 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1350 RUE ROYALE, TROIS-RIVIÈRES	205 401 \$	982.47 M ²			12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
746 RUE NOTRE-DAME, VICTORIAVILLE	49 058 \$	309.92 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
147 BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHÂTEAUGUAY	39 436 \$	205.60 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
406 RUE DU SUD, COWANSVILLE	41 250 \$	204.34 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
55 RUE PRINCIPALE, GRANBY	40 468 \$	269.28 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1732 MARIE-VICTORIN, LONGUEUIL	158 921 \$	707.85 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
101 BOULEVARD ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	304 604 \$	1 090.55 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
431 AVENUE SAINTE-ANNE, SAINT-HYACINTHE	84 508 \$	381.88 M ²	121 233 \$		10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
232 RUE LONGUEUIL, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	49 885 \$	258.58 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
151 RUE SALABERRY, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	65 830 \$	349.45 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
75 RUE GEORGE, SOREL-TRACY	48 922 \$	267.86 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
566 1RE AVENUE, AMOS	68 773 \$	365.57 M ²			2 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
361 3E RUE, CHIBOUGAMAU	16 029 \$	91.66 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
575 KATINGAJIT ROAD, KUJUUJUAQ	48 758 \$	105.00 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
604 STURALITUUK STREET, KUJUUJUAQ	22 378 \$	66.04 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
660 MAKIUK STREET, KUJUUJUAQ	29 639 \$	84.18 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
360 RUE PRINCIPALE, LA SARRE	20 166 \$	133.75 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 RUE DU TERMINUS, ROUYN-NORANDA	46 016 \$	216.75 M ²			2 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
849 5E AVENUE, VAL-D'OR	178 717 \$	936.02 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3 RUE SAINTE-ANNE, VILLE-MARIE	18 711 \$	120.90 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	123 118 \$	586.19 M ²			INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE BÉTHANIE, LACHUTE	22 500 \$	149.42 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
585 RUE HÉBERT, MONT-LAURIER	43 950 \$	270.78 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 A BOULEVARD BRIEN, REPENTIGNY	50 922 \$	224.45 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
118 RUE PRINCIPALE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	25 523 \$	98.82 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
220 BOULEVARD LABELLE, SAINTE-THÉRÈSE	47 167 \$	222.58 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
300, RUE SICARD BUREAU 210 SAINTE-THÉRÈSE	65 941 \$	327.34 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11 CHEMIN DE LA GRANDE-CÔTE, SAINT-EUSTACHE	26 315 \$	122.22 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
460 RUE LABELLE, SAINT-JÉRÔME	242 830 \$	924.23 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, TERREBONNE	27 370 \$	111.27 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
18 RUE DU MANÈGE, COATCOOK	15 813 \$	71.00 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
674 RUE DUFFERIN, STANSTEAD	3 648 \$	27.44 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1717 BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL	159 391 \$	809.35 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5800 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL	163 791 \$	670.48 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
425 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	531 494 \$	1 888.93 M ²	205 439 \$		5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
3535 CHEMIN QUEEN-MARY, MONTRÉAL	153 004 \$	477.68 M ²			INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5100 RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL	155 529 \$	620.40 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5879 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL-NORD	175 613 \$	601.06 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
201 BOULEVARD CRÉMAZIE, MONTRÉAL	201 646 \$	825.33 M ²			INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	706 009 \$	2 145.60 M ²			10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
4250 RUE WELLINGTON, VERDUN	184 938 \$	618.52 M ²			INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
600 RUE FULLUM, MONTRÉAL	99 834 \$	620.47 M ²			INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
21 RUE PATRICK-MORGAN, LA MALBAIE	20 385 \$	121.89 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5130 BOULEVARD GUILLAUME-COUTURE, LÉVIS	66 398 \$	310.32 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
68 RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	35 313 \$	212.11 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8500 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	104 967 \$	509.76 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC	350 235 \$	1 663 M ²	19 401 \$		5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1515 AVENUE D'ESTIMAUVILLE, QUÉBEC	62 859 \$	421.3 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11535 1RE AVENUE, SAINT-GEORGES	44 580 \$	242.87 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 AVENUE ROBERT-CLICHE, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	31 647 \$	209.37 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
49 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI	22 399 \$	131 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
455 CHEMIN AVILA-ARSENEAU, CAP-AUX-MEULES	21 150 \$	103 M ²			12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE DAIGNEAULT, CHANDLER	44 627 \$	180 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
185 BOULEVARD DE YORK, GASPÉ	31 569 \$	165 M ²			12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
308 RUE DE LA GARE, MATANE	37 535 \$	223 M ²			13 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
122 BOULEVARD PERRON, NEW RICHMOND	35 245 \$	188 M ²			14 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI	125 617 \$	702 M ²			15 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	46 346 \$	399 M ²			14 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6 1RE AVENUE, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	17 550 \$	119 M ²			11 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
38 RUE SAINT-PHILIPPE, TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	20 952 \$	110 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530 RUE COLLARD, ALMA	47 671 \$	255.49 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1390 BOULEVARD WALLBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	32 156 \$	159.38 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
845 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBerval	36 134 \$	171.32 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3639 BOULEVARD HARVEY, SAGUENAY	56 016 \$	318.93 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
267 RUE RACINE, SAGUENAY	135 370 \$	537.45 M ²			5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
301 RUE ALBERT, SAGUENAY	25 995 \$	100.83 M ²			1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
150 RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL	713 321 \$	1 641.35 M ²			7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	218 325 \$	1 130.26 M ²			10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
57, RUE NOTRE-DAME OUEST, THEITFORD MINES	44 880 \$	311.18 M ²			5 ANS	COMPAGNIE (9164-4222) INC.
321, RUE CHASSÉ, ASBESTOS	20 645 \$	169.89 M ²			5 ANS	M.R.C. ASBESTOS
4340 B, RUE LAVAL, LAC-MÉGANTIC	32 375 \$	171.87 M ²			5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.
42, RUE PRINCIPALE OUEST BUREAU 200, MAGOG	35 730 \$	182.22 M ²			7 ANS	OPTO GESTION INC.
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	93 270 \$	534.19 M ²			10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
207, ST-GEORGES, WINDSOR	4 680 \$	24.50 M ²			1 AN	MTESS
245, RUE MONTALM, DISRAÉLI	2 400 \$	18 M ²			1 AN	C.L.S.C. FRONTENAC
510, BOUL MALONEY, BUREAU 201, GATINEAU	49 800 \$	223.7 M ²			5 ANS	6611923 CANADA INC.
142, RUE FRONT, CAMPBELL'S BAY	16 200 \$	142.6 M ²			5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
116, RUE KING, BUREAU C, MANIWAKI	16 705 \$	121.46 M ²			5 ANS	75835910 CANADA INC
135, RUE JOSEPH, GATINEAU	49 920 \$	237.0 M ²			5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC ET ÉRIC ROBILLARD
136, RUE WRIGHT, GATINEAU	127 288 \$	546.3 M ²			5 ANS	135 933 CANADA INC.
365, BOUL. GRÉBER, BUR 202, GATINEAU	74 151 \$	736.2 M ²			5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
204, CHEMIN AYLMER, GATINEAU	30 878 \$	102.5 M ²			5 ANS	4201221 CANADA INC.
768, BOUL. ST-JOSEPH, BUREAU 210, GATINEAU	94 485 \$	419.0 M ²			5 ANS	146 786 CANADA INC.
2533, RUE CENTRE 101 MONTRÉAL QUÉBEC	55 012 \$	278.71 M ²			5 ANS	9208-1991 QUÉBEC INC.

G.15 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;**
 - B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;**
 - C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;**
 - D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.**
-
-

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

POUR LES IMMEUBLES QUI SONT PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES:

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES OCCUPANT UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE (CHAQUE MO DEMEURE TOUT DE MÊME RESPONSABLE DES QUESTIONS-RÉPONSES EN COMMISSION).

POUR LES IMMEUBLES QUI NE SONT PAS PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES:

AUCUN.

G.16 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A. LES DATES DES TRAVAUX;
- B. LES COÛTS;
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

G.18 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A.** LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B.** LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C.** LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D.** LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

CSJ : [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx)

G.21 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
- B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
- C. PRÉVISIONS 2022-2023.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
LEXIS-NEXIS	10 994 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	607 963 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
THOMSON REUTERS CANADA	31 478 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
COPIBEC	678 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES	641 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	257 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES EDITIONS THÉMIS INC.	262 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LEXIS-NEXIS	9 067 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	185 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
PROTÉGEZ-VOUS	96 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
SOQUIJ	350 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
THOMSON REUTERS CANADA	67 431 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	25 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	9 338 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS

G.24 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

G.25 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
- I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
- J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CSJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2017 PAR DES RESSOURCES INTERNES.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 775 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	31 613 \$ EN 2021-2022 / ENTRETIEN ET MISE À JOUR PAR DES RESSOURCES INTERNES.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2021-2022.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	23\$ EN 2021-2022.

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.SARPAQUEBEC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	120 652 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	12 645 \$ EN 2021-2022 / ENTRETIEN ET MISE À JOUR PAR DES RESSOURCES INTERNES.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2021-2022.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	23 \$ EN 2021-2022.

G.29 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021 -2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.31 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2021 POUR 2022-2023.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

G.33 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	CSJ
TOTAL	AUCUNE

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	CSJ
TOTAL	106 050 \$

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD

SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E : LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2021-2022 (OPÉRATION ET CAPITALE) S'ÉLÈVE À **1 343 973 \$**.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	491	CONVENTIONS COLLECTIVES DES AVOCATS EN VIGUEUR; ARTICLE 13, 44 ET 46 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES (RLRQ, C.A-14).	697 909 \$
ORDRE DES CPA DU QUÉBEC	11	DIRECTIVE 6-79	10 247 \$
ORDRE DES CRHA DU QUÉBEC	2	DIRECTIVE 6-79	1 258 \$

G.44 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	Coût
SOM	12 600\$

G.45 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;
- B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
CAMPAGNE WEB SARPA-SAH (VIA LE CAG)		
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	4 379 \$	4%
INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	105 089 \$	96%
TOTAL	109 468 \$	100%

G.51 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
- B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2022;
- C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYÉS : 5 821 \$

CSJ SEULEMENT

G.53 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
 - B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
 - C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.
-

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. AUCUNE
- B. 73 DEMANDES, AU 31 JANVIER 2022.
- C. AUCUNE

G.55 CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

- A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;**
- C. LA LISTE DES CONTRATS.**

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LE COÛT DE L'ENTRETIEN MÉNAGER ET DE LA DÉSINFECTION DES LOCAUX EST INCLUS AU COÛT DU BAIL.

G.56 COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

G.57 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA](https://seao.ca)

G.58 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2021-2022 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
- B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
- C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
- D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.59 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

G.60 VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
34	750 246 \$

ESTIMATION AU 28 FÉVRIER 2022